

ANALYSE Le souci de Trump de faire passer «l'Amérique d'abord» va modifier en profondeur les relations du pays. **12**

RELIGIONS Des religieux orthodoxes, historiquement affiliés au Patriarcat de Moscou, sont enrôlés de force par Kiev. **14**

le **MAG** La Manufacture à Lausanne propose cette année deux nouvelles formations en arts scéniques. Enjeux. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11

LE COURRIER
VENDREDI 10 JANVIER 2025

Depuis son investiture, Javier Milei multiplie les attaques contre les communautés autochtones d'Argentine. Dans le nord-est du pays, les Mbyá Guaraní tentent de défendre leurs terres assiégées

Milei, cauchemar des autochtones

GUY ZURKINDEN

Argentine ► Pour les Guaraní Mbyá, la première année au pouvoir de Javier Milei a viré au cauchemar, alerte le Mouvement pour la coopération internationale (MCI), basé à Genève. Depuis l'investiture du président d'extrême droite, entreprises et privés intensifient leurs pressions sur les terres ancestrales de ces communautés comptant environ 10 000 membres dans la province de Misiones, dans le nord-est de l'Argentine. Un cadre encore durci par l'abrogation, le 10 décembre dernier, de la loi 26.160, fondamentale pour la reconnaissance des territoires historiques de ces populations.

Pas une semaine de répit

«Tout s'accélère. Depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, des particuliers, de petits exploitants et des entreprises forestières multiplient les incursions sur les terres des Guaraní Mbyá. Ils savent en effet qu'ils peuvent compter sur le soutien du gouvernement», souligne Florence Nuoffer, militante au MCI. Cela fait en effet plusieurs mois que l'Equipe de Misiones des pastorales autochtones (Emipa), le partenaire local de cette ONG genevoise qui soutient les Mbyá depuis huit ans, tire la sonnette d'alarme. «Il ne se passe pas une semaine sans qu'un nouvel événement ne trouble le calme dans lequel vivent les Mbyá. Les projets immobiliers, les réserves privées, les travaux pour les résidences secondaires sont une constante. Des intrus entrent et tentent de les déstabiliser par des insultes et des menaces», dénonçait par exemple cette organisation le 1^{er} novembre dernier, évoquant les agressions subies par la communauté de Mbokajaty, dans le sud-ouest de la province.

Comme un coup de tonnerre

Dans ce contexte tendu, l'abrogation de la loi 26.160 a retenti comme un coup de tonnerre. La mesure représente «une épée de Damoclès pour les familles qui revendiquent leurs droits sur les terres de leurs ancêtres», souligne le quotidien argentin *Página 12*. Au mépris de la Constitution fédérale, qui reconnaît la «préexistence ethnique» des peuples autochtones et garantit «la possession et la propriété communautaires» de leurs terres traditionnelles, de vastes pans de ces terrains ont en effet été morcelés et vendus par l'exécutif fédéral ou les provinces.

Instaurée en 2006, sous le gouvernement de Nestor Kirchner, la loi provisoire 26.160 représentait donc un grand pas en avant pour les peuples premiers. Prolongé à quatre reprises, le



Pour défendre leurs territoires, les Mbyá œuvrent à unir leurs 135 communautés réparties dans la province de Misiones. AURÉLIEN STOLL

texte avait lancé un processus déclaré comme «urgent», visant à délimiter et à reconnaître leurs territoires, suspendant en parallèle les ordres d'expulsion décrétés par la justice contre leurs habitant-es. L'application de la loi a certes été lente et imparfaite: sur les 135 communautés Mbyá dans la province de Misiones, seules 90 ont vu leurs

terres démarquées. Et uniquement 30 d'entre elles ont obtenu un titre de propriété – souvent sur une surface trop petite pour permettre aux familles d'en tirer les moyens de subsistance nécessaires, ce qui condamne celles-ci à la misère, explique Florence Nuoffer. Malgré ces limites, la suppression de cette législation marque un terrible recul, don-

«Les autochtones vivent désormais dans la peur»

Florence Nuoffer

nant notamment le coup d'envoi à la reprise des déplacements forcés. «Les autochtones vivent désormais dans la peur», résume la militante de MCI.

L'avancée d'Arauco

Le décret prononcé par Javier Milei le 10 décembre favorisera notamment les projets d'une entreprise bien connue des Mbyá:

la multinationale Arauco. Active dans une trentaine de pays, cette société basée au Chili détient 10% des terres de Misiones. Sur ces 230 000 hectares, elle s'applique à remplacer la forêt native par des plantations de pins et d'eucalyptus. «Certaines communautés sont cernées par ces monocultures qui assèchent les sols et les contaminent par l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides», souligne Florence Nuoffer. Une évolution tragique pour la biodiversité, mais aussi pour la culture et la subsistance des Guaranis qui prélèvent parcimonieusement aliments, plantes médicinales et bois de cette forêt subtropicale. Au cours des derniers mois, Arauco – dont les plantations de Misiones bénéficient du sceau de «durabilité» décerné par le label FSC – a multiplié les pressions, tentant de monnayer la cession de terres occupées par les Mbyá en échange de la construction d'un puits ou du raccordement au réseau électrique.

«Les gardiens de la forêt»

«Malgré cette hostilité croissante, les Guaranis gardent la force de lutter», relève Florence Nuoffer. Et de citer l'exemple de Puente Queimado 2, dans le centre-est de Misiones. Après avoir vu leurs terres ravagées en 2022 par un incendie qui s'était propagé depuis les monocultures d'Arauco, les membres de cette petite communauté autochtone ont décidé de faire front. Alors que la multinationale voulait à tout prix replanter des milliers de pins, les autochtones se sont au contraire attelés à faire revivre la forêt native, avec le soutien de l'ONG Greenpeace.

Pour défendre de manière plus efficace leurs territoires menacés, les Mbyá œuvrent à unir leurs 135 communautés réparties dans la province. Pour cela, ils s'attellent à renforcer leur organisation politique traditionnelle: l'Aty Neychyrò, une grande assemblée qui réunit régulièrement des représentant-es de toutes ces entités. L'appui logistique à l'Aty Neychyrò constitue d'ailleurs un des principaux volets du projet financé par le MCI.

Face à un président qui a fait de la tronçonneuse son symbole, les Mbyá représentent les derniers remparts protégeant la forêt native, souligne Florence Nuoffer. «Plus que jamais, ils ont besoin de notre soutien», conclut la militante. I

«Le pacte démocratique a été brisé»

Pour Orlando Carriqueo, un «werken» («messenger») Mapuche, les attaques systématiques de Javier Milei contre les populations autochtones s'inscrivent dans le cadre d'un projet antidémocratique visant à favoriser les entreprises extractivistes. Ce leader de la communauté Mapuche, qui représente une référence historique pour les résistances sociales en Argentine et au Chili, a répondu aux questions du *Courrier* depuis la province patagonienne du Rio Negro, où il réside.

Quelle est l'attitude du président Milei face aux populations autochtones?

Orlando Carriqueo: Le nouveau président mène une politique répondant aux vœux de l'industrie extractiviste. Il a notamment créé un régime, connu sous le nom de RIGI, extrêmement favorable pour les sociétés actives dans l'exploitation du bois, du pétrole, du gaz, du lithium et de minerais. Pour faciliter la mainmise de ces multinationales sur les terres, Javier Milei multiplie en parallèle les attaques contre

les populations autochtones. L'exécutif a ainsi démantelé l'Institut national des affaires indigènes, voté contre une résolution de l'ONU visant à garantir l'accès à la justice aux peuples autochtones, et abrogé la loi 26.160 visant à reconnaître leurs territoires. Javier Milei a aussi donné un coup de fouet aux expulsions et favorisé les violences: les agresseurs savent désormais qu'ils peuvent sévir en toute impunité.

Quelles seront les conséquences de l'abrogation de la loi 26.160?

Il faut d'abord relever le cynisme de ce gouvernement, qui a supprimé ce texte le 10 décembre, Journée internationale des droits humains! Dans les jours qui ont suivi, des juges ont ordonné l'expulsion de plusieurs communautés autochtones. Y compris dans la province de Rio Negro, dans le sud du pays, où vivent un grand nombre de familles Mapuche.

Cette décision va aggraver les violences contre elles. En Patagonie par exemple, les entreprises exercent déjà de

fortes pressions sur nos terres pour y extraire pétrole, gaz, lithium, or et argent.

Comment répondez-vous à ces attaques?

Nous avons présenté des réclamations contre la suppression de la loi 26.160, qui contrevient à la Constitution argentine et aux conventions internationales protégeant les droits des populations natives, auprès de la Commission interaméricaine de défense des droits de l'homme, qui fait partie de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Nous résistons contre les expulsions sur le terrain et sur le plan juridique, nous inscrivant dans une longue tradition de résistance. Nous continuons ainsi la procédure judiciaire pour génocide lancée par des membres de la communauté Mapuche contre l'Etat argentin. Entre 1879 et 1884, ce dernier avait en effet lancé une campagne militaire visant à éradiquer les autochtones de Patagonie. Elle s'était soldée par des milliers de mort-es et de déportations. PROPOS RECUEILLIS PAR GZN

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.